

partiellement les efforts diplomatiques faits en faveur de la limitation des armements. Ces écueils politiques et diplomatiques ont mis cette dernière en péril, mais l'émergence, à ce moment-là, de technologies et de doctrines militaires potentiellement déstabilisatrices en a menacé les fondations mêmes. Les relations bilatérales entre les superpuissances (une convergence de plus en plus marquée des intérêts des États-Unis et de l'URSS et de la manière dont ils percevaient la limitation des armements en tant qu'élément régulateur d'un système stable axé sur la dissuasion nucléaire mutuelle) étaient sans conteste l'élément le plus important alors en péril. Toutefois, la CD n'a pas pu échapper aux effets de la guerre froide du début des années 1980, laquelle a élargi un fossé qui s'était creusé à la fin de la décennie précédente entre les membres occidentaux non nucléaires, favorables à la logique militaire des accords américano-soviétiques de limitation des armements, et des membres-clés du groupe des non-alignés, qui préconisaient avec ardeur le désarmement nucléaire des deux grands.

Les divergences de vues entre les membres non nucléaires de la CD au sujet de la signification et des objectifs de la limitation des armements n'expliquent pas à elles seules l'immobilisme de l'organisme pendant ses premières années d'existence. Le deuxième obstacle, qui a eu des effets tout aussi durables que le premier, a été le défi même que la nouvelle guerre froide a posé pour le bilatéralisme soviéto-américain. Depuis la création de la tribune de Genève en 1962, ses membres non nucléaires ont souvent été rebutés par l'exclusivité de ce bilatéralisme et par l'indifférence marquée que les deux superpuissances ont affichée pour le multilatéralisme pendant les périodes de détente et de collaboration en matière de limitation des armements. Pourtant, ces États « de moindre envergure » ont été tout aussi frustrés par l'incapacité ou le refus des superpuissances de collaborer, tout simplement parce qu'eux, les « petits États », ont toujours compté dans une large mesure sur le leadership de Moscou et de Washington. Le processus multilatéral de Genève n'a jamais pu progresser plus rapidement que les superpuissances ne le permettaient.⁴ Ces dernières ont mené de sérieuses discussions sur la

⁴ Voir Alan F. Neidle, « The Rise and Fall of Multilateral Arms Control: Choices for the United States », dans Edward Luck (sous la dir. de), *Arms Control: The Multilateral Alternative*, Presses de l'Université de New York, New York, 1983.